CONSULTATION

L'ANCIEN AVOCAT SOUSSIGNÉ, par suite de la consultation qu'il a rédigée pour M. Georges Onslow, après l'avoir délibérée conjointement avec MM. Persil et Dupin jeune, est invité à donner subsidiairement son avis sur la question de savoir si M. Georges Onslow, venant à partage sur les biens français, serait tenu de faire rapport non-seulement de ce qu'il a reçu en immeubles en France, mais aussi de la valeur des biens qui lui ont été donnés en Angleterre.

Sur cette question particulière, il est de l'avis qui suit :

Il n'est pas douteux qu'Edouard Onslow n'a pu donner à son fils aîné, par préciput sur les immeubles de France, au delà du quart disponible, et que, venant à la succession en France, le fils ne pourrait avoir, sur les trois autres quarts sujets à rapport, que sa portion héréditaire.

On doit reconnaître aussi que, pour exiger ce rapport, les trois frères ne pourront être liés par l'acte du 11 avril 1828, s'ils pensent que cet acte porte atteinte à leurs réserves légales. En effet, il est de principe que tous traités sur successions non échues sont essentiellement nuls. Cette règle puisée dans la raison et dans le droit romain a été consacrée par plusieurs dispositions du Code civil, notamment par l'art. 1130, qui prohibe toute stipulation de cette nature, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit. La présence du père à l'acte du 11 avril 1828, ne pourrait rendre que plus rigoureuse l'application de ce principe, parce qu'il serait évident que les trois frères n'auraient accepté des conventions à leur préjudice que par déférence pour leur père, *ob reverentiam patris*.

168

Mais comme cet acte ne porte réellement aucun préjudice aux trois puînés, et qu'ils se trouvent plus que remplis de ce qui peut leur revenir sur les biens de France, par les abandons qui leur ont été faits, c'est pour obtenir de plus grands avantages qu'ils veulent faire entrer le prix de la terre de Lillingston dans la succession de leur père, comme formant une propriété régie par la loi de France.

Nous avons réfuté ce système dans notre première consultation. Nous y avons prouvé que soit que l'on considère M. Edouard, comme ayant conservé sa qualité d'étranger, et ce point est incontestable, soit que l'on veuille supposer qu'il doit être réputé Français, le prix de la terre de Lillingston n'appartient pas moins, dans tous les cas, exclusivement à M. Georges Onslow. Subsidiairement, on élève une autre prétention; on soutient que la donation des biens d'Angleterre, ou la valeur du prix de vente qui les représente, devrait être rapportée à la succession de France, si M. Georges Onslow vient prendre part à cette succession.

On a donc senti que cette prétention était en opposition directe avec ce principe si constant de droit public, que les lois de chaque état n'ont d'empire que dans les limites de son territoire, et ne peuvent recevoir aucun effet dans les autres pays. On s'est efforcé d'établir une exception à cette règle pour le cas particulier dans lequel on voudrait en écarter l'application. Ce cas est celui où il serait jugé que la succession est ouverte en France, et le mobilier régi par la loi française.

Supposons donc que la succession fût ouverte en France, et nous disons que, dans ce cas-là même, M. Georges Onslow aurait droit de venir à cette succession, sans être tenu d'y faire rapport de la donation qu'il a reçue des biens d'Angleterre: ces immeubles ne pouvant de leur nature être soumis qu'au statut réel qu'ils régissent, se trouvent essentiellement affranchis de toute espèce d'impression qu'ils pourraient recevoir des lois d'un autre pays.

On avait déjà opposé avec raison au système de la consultation de Riom, l'exemple de ce qui était observé en France dans l'ancienne législation, où la diversité des coutumes établissait des règles différentes de disponibilité. Lorsqu'une succession ouverte en France réunissait des immeubles soumis à des régimes si divers, et souvent même si contraires, l'enfant qui avait reçu par donation la totalité ou la majeure partie des biens que telle ou telle coutume permettait de lui donner, ou que la coutume lui attribuait exclusivement, n'était certainement pas obligé, pour prendre part comme héritier aux autres biens, de faire le rapport de ceux qu'il avait reçus en conformité de leurs statuts réels. Les immeubles de chaque coutume formaient autant de successions différentes, et chacun des enfans ne pouvait y recueillir que la part que la coutume elle-même lui assignait, sans aucune considération des avantages que son cohéritier avait obtenus sur les immeubles des autres coutumes.

C'est, dit-on, donner aux statuts réels un effet trop général et trop absolu, que de voir autant de successions dans une seule, qu'il y a de lois différentes qui les régissent. On ne peut pas disloquer ainsi la succession d'un individu; les statuts réels n'ont d'empire que sur le territoire qu'ils régissent, et pour préserver les biens qui leur sont soumis de toute influence des lois étrangères; ils peuvent seulement empêcher qu'on y touche au delà de ce qu'ils permettent; mais, sortant de là pour exiger une part de biens régis par une autre législation, il faut se soumettre à ces lois et en adopter toutes les conditions.

Sans doute, pour prendre part aux biens régis par une loi, il faut se soumettre aux conditions que cette loi exige. Ainsi, M. Georges Onslow participant aux biens de France, ne pourra y recevoir que ce que la loi de France lui permet d'y recueillir; mais dire que la loi de France l'oblige d'y rapporter aussi les biens qu'il avait reçus en Angleterre, c'est supposer à la loi de France un pouvoir qu'elle n'a certainement pas sur les biens régis par la loi anglaise.

Le rapport ne peut être dû qu'autant qu'il est prescrit par le statut auquel l'objet donné est exclusivement soumis; et c'est ce qui s'observait constamment en France au temps de la diversité des coutumes; aucune n'agissait ni directement ni indirectement sur l'autre; on n'était tenu de rapporter que ce qui était prescrit par chacune d'elles; et cela avait peu d'inconvénient, parce que la généralité de ces coutumes assurait une légitime aux enfans. Mais jamais on n'a prétendu que, dans le cas des exclusions coutumières ou dans celui d'une attribution excessive à l'un des enfans, privativement aux autres, celui-ci dût rapporter dans une succession ouverte à Paris, la presque totalité des biens qui lui étaient attribués par une autre coutume.

Ainsi, par exemple, les filles exclues par certaines coutumes, n'avaient pas droit de faire rapporter au partage des immeubles de Paris, ceux dont elles étaient privées par les statuts d'exclusion; les puînés n'avaient pas droit non plus de faire rapporter au partage des immeubles de Paris, les quatre quintes des immeubles situés au Ponthieu, dont l'aîné devait hériter, seul à leur exclusion. En un mot, chaque héritier ne pouvait prendre sur chacun des immeubles que la part, toute faible qu'elle pût être, qui lui était assignée par le statut du territoire; et cependant cette diversité de statuts réels existait chez la même nation, dans le pays soumis au même souverain, et n'en recevait pas moins son application. Comment pourrait-il donc en être autrement, à l'égard des immeubles situés chez l'étranger, et régis par des lois étrangères?

Ne serait-ce pas donner à nos lois, sur les immeubles de l'étranger, un effet que la loi étrangère ne peut recevoir chez nous? On ne touchera pas, dit-on, aux immeubles régis par la loi étrangère; mais c'est bien y toucher, que de les faire rapporter au partage des biens français; on les fait servir par là à diminuer la part que l'héritier français doit avoir sur les biens de France; on les retranche indirectement, de tout ce que l'on ôte à l'héritier français sur la

part que le Code civil lui assigne dans les biens de France. Ainsi, les frères de M. Georges Onslow n'ont droit de recevoir sur les biens d'Angleterre que la portion qui peut leur être attribuée par ces lois; de même qu'ils ont droit d'exercer sur les biens de France la réserve qui leur est assignée par la loi française.

La consultation contraire invoque à l'appui de son système la loi du 14 juillet 1819, par laquelle les étrangers ont été investis du droit de succéder, de disposer et de recevoir, de la même manière que les Français, dans toute l'étendue du royaume; mais c'est précisément cette loi qui démontre de plus en plus l'erreur du système que nous combattons.

Par des considérations politiques expliquées dans le rapport à la chambre des pairs, par M. Boissy d'Anglas (Additions au Répertoire, tome 16, page. 379), le législateur s'est déterminé à concéder aux étrangers un droit dont nous ne jouissons pas chez eux, celui de succéder même aux immeubles. En plaçant ici les étrangers en concours avec les nationaux, il n'eût pas été juste que cette concession exorbitante pût devenir trop préjudiciable aux héritiers français qui ne jouissent pas de la réciprocité chez l'étranger. C'est par cette raison que la loi oblige les étrangers qui voudront profiter de son bénéfice, d'imputer sur leur part héréditaire en France, la valeur des biens situés en pays étranger, dont les Français seraient exclus par les lois et coutumes locales. La loi ne déroge point par là au principe que les immeubles de chaque pays ne sont soumis qu'au statut réel qui les régit; c'est une condition qu'elle met à l'exercice de la faculté qu'elle accorde. L'étranger était exclu, elle le rend successible malgré cette exclusion; elle a donc pu attacher à cette faveur la condition qu'elle lui impose; mais cette condition ne frappe que sur les étrangers qui étaient exclus avant la loi. Si M. Georges Onslow venait à la succession de son père, comme étranger, sujet de l'Angleterre, sans doute il serait obligé d'imputer sur sa part dans les biens de France

le don qu'il a reçu sur l'immeuble anglais; mais c'est à titre de Français qu'il est héritier en France; il vient à la succession en vertu de son droit civil, *proprio jure*. La condition écrite dans la loi du 14 juillet 1819 ne le concerne donc en aucune manière; tout ce que prouve la loi, c'est que cette condition n'existait pas auparavant; c'est qu'elle n'a pu être introduite qu'en l'attachant à une faveur nouvelle dont le législateur a eu droit de fixer les limites.

Nous disons que cette condition n'existait pas auparavant; on ne la trouve point en effet dans l'article 13 du traité d'Utrecht, qui rendait les Anglais et les Français réciproquement successibles aux meubles de chaque pays. Avant la loi du 14 juillet 1819, aurait-on obligé un Anglais succédant aux meubles en France, d'y faire rapport des dons qu'il aurait reçus sur les biens d'Angleterre, et réciproquement le Français venant à succéder aux meubles en Angleterre, aurait-il été tenu d'imputer sur sa part les biens qu'il aurait reçus en France? Non certainement. Il faut donc reconnaître que nous sommes ici sous l'empire du droit commun, d'après lequel les statuts réels de chaque pays ne peuvent recevoir aucune influence sur les lois d'un autre pays, ni être mis en contact avec elles sur aucun point.

DÉLIBÉRÉ à Paris, le 17 avril 1830.

DELACROIX-FRAINVILLE.